

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**5 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**28 ET 29 JUIN 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**INDIVIDUALISATION DU FONDS DE PARENTALITE 2018  
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF REAAP**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

La Collectivité de Corse est liée par une convention du 31 octobre 2014, de gestion du « fonds de parentalité » piloté par la Caisse d'Allocations Familiales de Corse-du-Sud (CAF). Cette convention a été prorogée par avenant du 20 octobre 2017 pour l'exercice 2018, année de refonte de la convention nationale d'objectifs de la CNAF, afin d'éviter toute rupture dans les politiques menées (délibération n°2017-1009, Commission permanente du Conseil départemental de Corse-du-Sud, en date du 16 octobre 2017).

Pour rappel, aux termes de cette convention de gestion, la Collectivité de Corse s'engage à verser à la CAF, chaque année, une dotation globale de 18 000 € pour contribuer au financement d'actions retenues annuellement, et au financement de l'animation du fonds. Le financeur principal du fonds est la Caisse Nationale d'Allocations familiales (CNAF) qui fixe pour chaque exercice, sa propre participation. La ventilation concerne deux dispositifs, l'un dénommé « Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents » (REAAP), l'autre, « Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité » (CLAS).

Le présent rapport a pour objet, d'une part l'individualisation des crédits au bénéfice des REAAP retenus par le Comité des Financeurs, dont est membre la Collectivité de Corse, d'autre part, l'autorisation pour la Collectivité de Corse de conclure deux conventions de financement avec la CAF, pour des REAAP dont la Collectivité est elle-même porteuse, sous l'égide du service de protection maternelle et infantile. Il s'agit des activités dénommées « Judo en Famille » et « Médiation artistique au service des familles fragiles ».

En effet, dans le cadre de ses missions définies par l'article L. 2112-2 du Code de la santé publique (CSP), le service de protection maternelle et infantile intervient par des actions de promotion de la parentalité qui s'inscrivent dans ses propres missions de prévention, en lien avec la prévention dans le cadre de la protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être. Les deux activités sont en cours de reconduction à ce titre dans le cadre du dispositif « REAAP ».

L'activité « Judo en famille » est constituée par une animation sportive pour des enfants âgés de trois à cinq ans, à raison d'une séance hebdomadaire de 1h30 de durée, sur l'année, à partager avec leurs parents. L'animation sportive est assurée par l'association «AJACCIO-JUDO » dans les locaux du gymnase du Lycée privé Saint Paul (convention entre l'association et le Lycée). Le service de Protection Maternelle et Infantile met à disposition, pendant l'activité, une animatrice. Une dizaine de famille dont l'équilibre est fragile est choisie par le service de PMI sur des critères de carence de liens familiaux, majorés par l'isolement et le manque de communication intrafamiliale. L'activité est gratuite pour ces familles. Les bilans des années précédentes, contrôlés par la CAF, sont satisfaisants.

L'activité « Médiation artistique » est menée, avec succès, directement par des animateurs du service de protection maternelle et infantile, et a comme support pédagogique des ateliers de confection de mosaïques.

En premier lieu, le Comité des financeurs du fonds, réuni le 20 décembre 2017, a retenu vingt-sept REAAP portés par seize partenaires. La Collectivité de Corse participe au financement de neuf de ces actions pour un montant imputé sur sa part de financement du fonds, de 4540 €, et, porte elle-même les activités « Judo en famille » et « Médiation artistique », pour lesquelles elle reçoit du fonds, respectivement, 910 € et 810 €, soit un montant total de 1720 €. L'ensemble des projets retenus et des financements afférents vous est présenté en annexe au présent rapport, sous forme de « tableau des subventions » signé par le directeur de la CAF et qui doit être avalisé par notre Collectivité.

En second lieu, la mise en œuvre des financements accordés est soumise à l'adoption d'une convention entre le porteur de projet et la CAF. En conséquence, il convient de conclure, en ce sens, deux conventions de financement, une pour le « Judo en famille », une pour la « Médiation artistique ».

Enfin et en dernier lieu, la mise en œuvre par la Collectivité de Corse de l'action « Judo en famille » nécessite l'adoption d'une convention avec un partenaire, l'association « AJACCIO-JUDO », à l'instar de l'année 2017.

Il vous est demandé :

- D'approuver l'individualisation des crédits proposée par le Comité des Financeurs dans le cadre du dispositif REAAP, tel que figurant en annexe au présent rapport ;
- De m'autoriser à signer les deux projets de conventions de financement, l'un pour « Judo en famille », l'autre pour « médiation artistique », présentés en annexe au présent rapport ;
- De m'autoriser à signer le projet de convention de partenariat avec l'association « Ajaccio-Judo » pour la mise en œuvre du REAAP « Judo en Famille ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.